De Paris à Berlin, de Liège à Turin…
Une nouvelle génération ouvrière refuse la misère et la guerre

Depuis la mi-septembre, une nouvelle génération ouvrière entre en lutte massivement. En Europe et ailleurs, la même colère. Partout, la même envie de se battre contre les sacrifices et l'avenir de misère que tous les États veulent nous imposer. Partout, la même volonté de se sentir plus fort tous ensemble

En Belgique, la jeunesse de Liège et de Bruxelles est descendue dans la rue. À Turin, des lycéens ont occupé leurs établissements au cri de : « *Faire comme en France* ». À Rome et à Naples, des étudiants ont manifesté en solidarité. En Allemagne, des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté contre le nouveau service militaire. À Madrid, des élèves ont manifesté en soutien à la grève des enseignants. Des étudiants se sont mobilisés en Grèce, au Chili, et maintenant au Canada…

Et cette colère ne touche pas que la jeunesse. En Espagne, durant l'été, les ouvriers d'Airbus ont mené trois mois de grève en décidant eux-mêmes des moyens de la lutte dans leurs assemblées générales. Le 11 novembre, des centaines de milliers de travailleurs, de toutes les générations, ont déferlé dans les rues de Madrid et Barcelone. Au printemps, en Inde, des ouvriers ont cherché à étendre leur lutte d'usine en usine.

Ce moment est historique : toutes ces luttes en cours expriment un profond changement d'état d'esprit dans la classe ouvrière, notre classe. Sur les pancartes, on lit : « *Des milliards pour l'école et la santé, pas pour les bombes !* », « *Capitalisme en panne, jeunesse en panne d'avenir* ». Dans les AG, on parle de la guerre et du militarisme, de la société qu'on nous prépare, de révolution. En 1968, il avait fallu près d'un an pour que la lutte gagne l'Italie voisine. Aujourd'hui, les mouvements éclatent dans plusieurs pays en même temps : la précarité est partout massive et l'avenir sordide que nous promet cette société saute aux yeux de tous.

En France, la jeunesse a pris sa lutte en main

La France est aujourd'hui l'épicentre de cette contestation mondiale. Tout est parti d'un lycée de la banlieue parisienne où manquaient des professeurs. En deux semaines, plus d'un millier de lycées étaient touchés dans tout le pays. Matraqués sans vergogne par la police, les lycéens ont été rejoint par les étudiants en solidarité face à la répression policière. Très vite des dizaines d'universités sont entrées en lutte.

La force du mouvement en France, ce sont ses assemblées générales. Ouvertes à tous et souveraines, elles débattent, votent et mandatent. Dès le 10 octobre, une première AG lycéenne nationale a réuni 200 lycéens de 71 établissements et 32 villes. Dans les universités parisiennes, à Toulouse, à Lyon, à Bordeaux, les étudiants ont pris la lutte en main.

Et dans ces AG, s'est exprimé le besoin d'étendre la lutte au-delà du seul secteur de l'éducation. Dans les universités, une motion appelant à étendre la lutte aux travailleurs a circulé d'AG en AG. Les étudiants ont distribué des tracts et envoyé des délégations devant les gares, les hôpitaux, les centres de tri… À la gare du Nord, des étudiants appelaient les travailleurs à se réunir en assemblées sur leurs lieux de travail et à rallier celles des jeunes. Le mot d'ordre commun était clair : lutter tous ensemble, jeunes, vieux, étudiants, travailleurs, chômeurs, retraités contre la précarité.



Le 5 novembre, 1,6 million de personne étaient dans les rues, toutes générations confondues. Ce nombre est impressionnant. Mais être nombreux ne suffit pas. Malgré la volonté de beaucoup d'étudiants d'aller chercher la solidarité, la plupart des travailleurs, eux, n'ont pas pris la lutte en main. Dans les cortèges, les jeunes discutaient, se coordonnaient, cherchaient à convaincre ; les salariés défilaient d'un point à un autre en attendant les rares journées de mobilisations syndicales. Les travailleurs, pour le moment, n'ont pas eu la force d'entrer massivement et activement dans le mouvement : il n'y a eu ni grève étendue, ni assemblées sur les lieux de travail pour débattre, pour s'organiser. Et seuls, les lycéens et les étudiants ne pourront pas tenir indéfiniment.

Assemblées, grève, extension : les armes de la classe ouvrière

Alors, comment franchir cette marche ? La question se pose aux travailleurs de tous les pays. À travers leurs AG, les étudiants en France ont commencé à poser la question. Mais l'histoire y a déjà répondu.

En Mai 68, la révolte étudiante est devenue un événement historique parce que les ouvriers sont entrés en lutte à leur tour : près de 9 millions de grévistes. En août 1980, en Pologne, la grève partie des chantiers navals de Gdansk a gagné tout le pays en quelques semaines. Les grévistes avaient formé des comités de grève communs à plusieurs entreprises, avec des délégués élus et révocables. En 2006, en France, le

Ne pas jeter sur la voie publique

gouvernement a retiré son « Contrat première embauche », qui précarisait les jeunes, dès que les AG étudiantes, ouvertes aux salariés, ont réellement menacé d'entraîner les entreprises.

Ces expériences tracent une voie. La clef d'un mouvement, c'est l'extension de la lutte la plus rapide et la plus déterminé à tous les secteurs ! Pour lutter, nous avons donc besoin :

- d'assemblées ouvertes à tous, actifs, chômeurs, retraités, du public comme du privé, qui décident elles-mêmes et élisent des délégués révocables ;
- de revendications communes à tous les exploités : contre la précarité, les salaires de misère, les suppressions de postes, les budgets de guerre ;
- de délégations massives vers les lieux de travail pour convaincre d'autres travailleurs d'entrer dans la lutte.

Les pièges de la bourgeoisie

La classe dominante a tiré les leçons de 1968, de 1980 et de 2006 : elle sait que le danger, ce sont les assemblées et l'extension. Tout son arsenal a servi à les étouffer.

D'abord la répression, féroce et débridée ! Partout ! En France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, au Canada… En France, un adolescent de 15 ans a eu la main arrachée par une grenade ; un lycéen de 16 ans a perdu un œil. Des milliers de jeunes, en majorité mineurs, ont été placés en garde à vue, gazés et matraqués. Dans le même temps, les images de poubelles en feu et de pillages ont tourné en boucle sur les écrans de télévision. Des AG, des tracts, des délégations vers les travailleurs : pas un mot. Le but ? Faire passer le mouvement pour une émeute aux yeux des ouvriers du monde entier, une sorte de « spécificité française ». Et cacher ce qui faisait sa force : l'auto-organisation, la solidarité, la recherche de l'extension.

Les syndicats, eux, parlaient de « grève générale » sur les plateaux de télévision. Sur le terrain, ils n'appelaient ni à la grève ni aux assemblées. Ils ont programmé des semaines après le début du mouvement des journées d'action où chacun défile derrière la banderole de son secteur et de son syndicat, sans discussion, sans aucune prise en main de la lutte. En Espagne, après avoir empêché l'extension de la lutte des ouvriers d'Airbus, les syndicats ont isolé celle de l'Éducation dans sa propre journée, avant d'appeler à une grève générale d'un seul jour. Tout cela est le contraire de l'unité.

Et partout, la bourgeoisie nous explique que les élections sont la solution aux problèmes. En France, à l'approche de la présidentielle, la gauche se pose en protectrice de la jeunesse. En Espagne, le gouvernement a convoqué des élections anticipées pour capter la colère sur le logement. Le message est toujours le même : remettez-vous-en aux urnes !

Dernier piège : isoler la jeunesse. Les médias parlent de « *rage générationnelle* », comme si les aînés avaient volé l'avenir des jeunes. Mais ce sont des parents qui ont manifesté aux côtés de leurs enfants, des professeurs qui ont formé une chaîne humaine pour protéger leurs élèves de la police ! Tous les prolétaires, d'aujourd'hui ou de demain, sont concernés par les attaques, par le coût de la vie, par la précarité.

Les « *journées de la jeunesse* », comme celle du 20 novembre, risquent elles aussi d'enfermer la lutte dans une catégorie : « les jeunes » et d'isoler la jeune génération du reste de leur classe. Refuser la guerre est juste. Mais c'est dans la lutte unie de toute la classe ouvrière mondiale que nous pouvons faire face. Allons à ces journées pour en faire un moment d'extension, pour appeler les travailleurs à nous rejoindre et à décider tous ensemble en AG.

Se regrouper pour préparer les luttes à venir

L'avenir dans cette société c'est toujours plus de guerres, de misère, de destruction de la planète... Mais dès aujourd'hui, ça sera aussi toujours plus de combats contre la dégradation des conditions de vie et de travail. Nous ne savons pas encore où et quand les prochaines luttes ouvrières surgiront, mais ce qui est sûr c'est que les années à venir seront marquées par des mouvements beaucoup plus massifs et profonds.

Quelque chose se passe dans les entrailles de la classe ouvrière, que ce soit par la massivité et l'étendue des luttes dans le monde, par leur prise en main par les AG en France ou par la profondeur de la réflexion qui se lit sur les pancartes ou s'expriment dans les discussions. Les AG montrent, en germe, qu'une autre société est possible. Elles ont rejeté la logique de la concurrence et du profit. Elles ont majoritairement défendu la solidarité entre secteurs, entre générations, avec les chômeurs, les sans-papiers, les sans-logis. Reliées entre elles à l'échelle du monde, de telles assemblées pourraient, un jour, devenir les lieux où la classe ouvrière débat et décide de son avenir.

Alors pour que ce mouvement ne s'efface pas des mémoires, pour pouvoir en tirer toutes les leçons, comprendre nos forces et nos faiblesses, garder le contact, regroupons-nous dès à présent en cercles de discussion pour réfléchir, débattre et s'organiser en vue des luttes à venir.

L'avenir appartient à la lutte de classe !

Courant communiste international,
14 novembre 2026

Pour débattre ensemble

Nous invitions tous ceux qui le souhaitent à réfléchir, discuter des idées de ce tract et le diffuser. Mais aussi à visiter notre site web (fr.internationalism.org) et à nous écrire (Rubrique : « nous contracter »).

Nous tenons également des réunions publiques dans plusieurs pays et en plusieurs langues, en ligne et en présentiel.

VISITER NOTRE SITE WEB : fr.internationalism.org



Courant communiste international

SUIVEZ-NOUS SUR INSTAGRAM : @internationalcommunistcurrent